

PRISONERS DEFENDERS™

NOUS RAPPORTONS LA LISTE DES PRISONNIERS POLITIQUES À CUBA VÉRIFIÉE EN DÉCEMBRE

955 PRISONNIERS POLITIQUES À CUBA EN 2021 842 ÉTAIENT TOUJOURS EMPRISONNÉS 700 SONT EMPRISONNÉS POUR 11J

1. PRISONNIERS POLITIQUES VÉRIFIÉS À CUBA

En 2021, 955 prisonniers politiques à Cuba ont été ajoutés à la liste de Prisoners Defenders. Janvier 2021 a commencé avec 138. Entre cette date et la fin du mois de décembre 2021, 817 nouveaux prisonniers politiques ont été ajoutés à la liste durant toute l'année 2021, ce qui laisse 842 prisonniers politiques à l'heure actuelle. Mais il ne s'agit que d'une fraction, entre 40 et 50 % des chiffres réels, dont la vérification complète est tout simplement impossible à réaliser par une quelconque organisation.

PRISONNIERS POLITIQUES EN COURS DE CONDAMNATION ET DE PROCÉDURE FISCALE

Prisoners Defenders, parmi les 1.500 à 2.000 cas de mesures de restriction de liberté par voie d'inculpation ou de condamnation, appliquées aux manifestants arrêtés par milliers depuis le 11j, a pu établir une liste de 842 cas de prisonniers politiques en décembre dernier (SEE).

Sur ces 842 cas :

- 700 cas analysés appartiennent à la répression des 11J et 15N à Cuba, ce qui représente encore moins de 40% du total généré par la vague répressive, car il est impossible de connaître le nombre de cas parmi la population.
- 26 mineurs ont été poursuivis (âgés de 14, 15, 16 et 17 ans au moment de la détention).
- 50% d'entre eux, 13 mineurs, sont accusés de Sédition.
- Au total, 132 prisonniers politiques vérifiés ont été poursuivis pour Sédition.
- 387 prisonniers ont déjà été condamnés, dont 137 avec des peines de plus de 10 ans, 35%.
- 107 femmes sont des prisonnières politiques du régime cubain.

Y A-T-IL JUSQU'À 13 000 PRISONNIERS ET CONDAMNÉS POLITIQUES À CUBA ?

Nous reconnaissons dans Prisoners Defenders, au cours du mois de décembre 2021, 842 prisonniers politiques (voir liste), mais nous reconnaissons aussi, comme nous le faisons chaque mois, les 11 000 autres jeunes civils qui n'appartiennent pas à des organisations d'opposition, dont 8 400 sont incarcérés et 2 538 condamnés, avec des peines moyennes de 2 ans et 10 mois de prison, par des peines "pré-pénales", c'est-à-dire sans crime (comme l'indique le Code Pénal dans son article 76.1 pour ces 11.000 condamnations), car le Code Pénal envisage qu'il s'agirait de personnes enclines à commettre des crimes dans le futur "en raison de la conduite observé en contradiction manifeste avec les normes de la morale socialiste" (Art. 72 du Code Pénal). Ainsi, ils sont condamnés à une peine de 1 à 4 ans de prison. C'est ainsi que l'État cubain survit, en détruisant la société et ses fondements : la jeunesse.

Les 842 prisonniers politiques vérifiés pour l'exercice de leurs droits fondamentaux sont répartis entre les **incarcérés de l'opinion**, les **condamnés de l'opinion** et les autres **prisonniers politiques**. La classification de ces prisonniers est la suivante :

- **545 Incarcérés de l'Opinion**, qui sont des prisonniers privés de leur liberté uniquement pour des raisons de conscience, c'est-à-dire le strict exercice de leurs droits de l'homme les plus fondamentaux, sur la base d'accusations qui sont soit complètement et manifestement fausses et fabriquées, soit de nature non criminelle et entièrement liées à la pensée.
- **205 Condamnés de l'Opinion**, qui subissent des ordonnances d' accusations criminelles ou des condamnations judiciaires de travail forcé à domicile, des mesures de limitation de liberté, de probation sous menace, et d'autres limitations de liberté, y compris ceux qui sont sous le coup d'une condamnation définitive en attente de exécution, et que le régime, en outre, utilisé pour révoquer et insérer en prison si le militant ne cesse pas son activité pro-démocratique, comme nous l'avons vu mois après mois depuis des années.
- **92 Autres Prisonniers Politiques**, non inclus dans les catégories précédentes, mais identifiés comme prisonniers politiques. Les personnes figurant sur cette liste ne peuvent pas être défendues comme des Incarcérés d'Opinion. Soit la violence a été impliquée d'une manière ou d'une autre dans leur cas, soit ils ont commis des crimes punissables en plus de leur emprisonnement politique. Il existe également un certain nombre de cas dans lesquels il ne nous est pas possible de vérifier pleinement la fabrication de leur crime présumé. Cependant, dans tous ces cas, les connotations politiques, le manque d'accès à une défense efficace et la sévérité excessive des peines en font des cas politiques et défendables, dans certains cas pour adapter les peines à ce qu'ils ont fait et dans d'autres en raison du droit d'avoir accès à une défense efficace qui pourrait éventuellement les libérer de toute accusation.

LA LISTE COMPLÈTE SE
TROUVE SUR CE LIEN

2. LETTRES DE PRISON : DES MILLIERS DE PERSONNES CROUPISSENT EN PRISON, DES MILLIONS SOUFFRENT À L'EXTÉRIEUR

Dans ce rapport, nous avons essayé de refléter seulement un échantillon des chroniques que les détenus nous envoient de la prison à leurs proches et aux ONG. Nous avons choisi trois lettres parmi les nombreuses qui nous sont parvenues, afin que les lecteurs puissent se faire une idée de ce que vivent au quotidien des dizaines de milliers de parents qui ont des proches dans les prisons politiques de Cuba : Mailene Noguera Santiesteban, Yessica Coímbra Noriega et les jumelles, dont les noms sont presque identiques, Lisdany et Lisdiany Rodríguez Isaac.

MAILENE NOGUERA SANTIESTEBAN ([LIEN VERS LA LETTRE](#))

Le 17 juillet 2021, plusieurs agents de la Sécurité de l'État ont détenu de force Mailene Noguera Santiesteban à son domicile. Mailene est accusé de désordre public, de propagation d'épidémies et d'outrage pour avoir manifesté pacifiquement 6 jours plus tôt, le 11 juillet 2021, à Mayabeque, à Cuba.

Ce même jour, alors qu'elle était déjà détenue dans l'ancienne prison pour les personnes atteintes du VIH/sida à Güines (Mayabeque), Mailene a vu plusieurs officiers frapper Manuel Velázquez Licea à coups de bâton et de pied jusqu'à ce qu'il saigne, comme elle le raconte dans le manuscrit d'elle que nous a envoyé un prisonnier politique. Après cet épisode, Mailene raconte qu'elle a été « traînée par les cheveux » par trois officiers jusqu'à ce qu'ils commencent à l'agresser verbalement sur le sol de sa cellule, en utilisant des mots tels que « sale, minable », « où sont l'argent et les vêtements que les Américains t'ont envoyés ? ». À l'époque, Mailene était à moitié nue, car elle et son mari ont été arrêtés à leur domicile aux premières heures du matin alors qu'ils dormaient, laissant leur plus jeune fils, âgé de 8 ans, seul dans la maison.

Mailene a été témoin de la façon dont « les détenus [11] politiques] sont arrivés comme des chiens traînés, les hommes et les femmes brutalement maltraités, menottés comme le pire des criminels, traités comme des déchets humains contre le mur", tandis que les officiers criaient, entre autres menaces, aux détenus : "n'ose pas bouger ou je te casse les dents, chien de ver" ».

Ils « étaient souvent battus parce qu'ils ne répétaient pas ce qu'ils voulaient. Je ne pouvais que dire 'Patrie et Vie' », ajoute Mailene.

Noguera Santiesteban affirme qu'ils ont pratiqué la torture physique et psychologique sur des jeunes filles mineures, « avec un pistolet sur la tête et avec des pinces à épiler, ils leur ont arraché des faux ongles et des piercings à la langue».

Le racisme institutionnalisé dans les prisons

Elle a même été témoin de la façon dont une mère (Maira Coímbra) et sa fille (Yessica Coímbra) ont été emprisonnées dans des cellules séparées, tandis que les agents leur criaient s'ils « n'avaient pas l'air trop noirs pour manifester dans les rues, que les noirs ne sont pas désirés partout dans le monde, et que Cuba ne ferait pas exception ». Le témoignage de la lettre de Mailene coïncide parfaitement avec ce qui est raconté dans une autre lettre, obtenue par un autre moyen, de la femme elle-même, Yessica Coímbra, comme nous allons le voir.

YESSICA COIMBRA ([LIEN VERS LA LETTRE](#))

Yessica Coimbra, que Mailene nomme dans sa lettre, est une Cubaine de 26 ans qui vit à Mayabeque et se trouve dans la prison Mujeres de Occidente, El Guatao, où elle encourt une peine de huit ans pour les délits de désordre public continu, d'irrespect continu, de vol et d'outrage, après avoir manifesté pacifiquement le 11 juillet à Nueva Paz, Mayabeque.

Sa famille nous a envoyé le témoignage de Yessica sur la façon dont les événements se sont déroulés depuis le 11 juillet: Yessica et ses amis se trouvaient dans le parc Reparto Vegas (Nueva Paz, Mayabeque) lorsque les arrestations ont commencé : « deux bus sont arrivés avec des fonctionnaires, pendant que nous discutons avec eux, derrière un très grand drapeau se cachait un groupe de bérets noirs et de policiers en civil », raconte Yessica. À partir de ce moment, ils ont commencé à battre les adultes et les enfants sans distinction avec de « gros bâtons ». « Beaucoup de manifestants comme moi, qui demandaient juste une amélioration, ont été blessés, ils nous ont battus sans pitié. » Quelques minutes plus tard, les mêmes agents se sont rendus au domicile de Yessica où ils ont rencontré son fils : Enrique Miguel Tablada Coimbra, 8 ans, à qui ils ont pris de force son téléphone portable « au cas où il enregistrerait », et ont dit au mineur d'appeler un adulte. Le petit garçon était si bouleversé cette nuit-là qu'il a souffert de tachycardie.

Le lendemain, 12 juillet, Yessica a été transférée dans l'ancienne prison pour les personnes atteintes du VIH/sida à Güines (Mayabeque) : « Nous étions 12 dans le bus et ils ont pris 2 ou 3 gardes par prisonnier ; ils ont jeté les hommes contre les barreaux et leur ont dit de crier "vive la révolution", et s'ils ne le faisaient pas, ils les battaient jusqu'au sang, ainsi que les femmes, et même les garçons et les filles entre 17 et 19 ans », raconte Yessica dans sa lettre.

« Ma mère a été placée en détention après que la police a menacé mon enfant, j'ai passé 7 ou 8 jours sans savoir si ma mère était vivante ou morte. Deux hommes et une femme m'ont frappé sur les bras et ont poussé ma tête contre la table parce que je ne disais pas ce qu'ils voulaient. »

Le "Shakira" : une torture avec le nom d'une artiste mémorable

Un agent a ensuite été envoyé pour asperger les yeux de Yessica avec un « spray », lui mettre des « shakiras » (menottes qui immobilisent les mains et les pieds) et la battre parce qu'elle ne parlait pas. La torture de la "shakira" est très populaire parmi les gardiens de prison à Cuba et nous l'avons déjà décrite. Elle est pratiquée sur des milliers de prisonniers à Cuba, notamment des prisonniers politiques. Après leur avoir menotté les mains et les pieds, ils les ont battus. Les gardes se moquent de la situation et ont comparé les mouvements des prisonniers aux danses de Shakira.

Ce que Yessica ne savait pas, c'est que dans une cellule voisine se trouvait sa mère de 56 ans, atteinte de diverses pathologies, qui écoutait sa fille se faire torturer. Nous l'avons découvert en croisant les deux lettres, celle de Yessica et celle de Mailene Noguera Santiesteban.

LISDIANY RODRIGUEZ ISAAC ([LIEN VERS LA LETTRE](#))

Lisdiany Rodríguez Isaac risque une peine de 10 ans de prison pour avoir manifesté le 11 juillet 2021 à Villa Clara, à Cuba. Elle est accusée de désordre public, de propagation d'épidémies, d'irrespect, d'agression et d'incitation à commettre un crime. Elle a 23 ans et est incarcérée à la prison pour femmes de Guamajal, à Santa Clara. Dans sa lettre de prison, elle écrit : « Je suis en prison pour avoir participé à la grande et historique manifestation du 11 juillet 2021. Ma sœur [jumelle] et moi sommes en prison depuis 4 mois et un jour ».

Lorsqu'elle a été arrêtée le 17 juillet, Lisdiany a laissé sa fille de 3 ans aux soins de la grand-mère de l'enfant, la mère de Lisdiany, mais cette dernière a été arrêtée le 15 novembre, laissant l'enfant complètement sans protection. *« Il ne leur suffit pas de nous garder, ma sœur et moi, en prison, avec une peine de 10 ans... la seule chose que je veux, c'est qu'ils cessent de harceler et d'importuner ma mère, et si cela n'arrive pas, ils me forcent à faire des protestations, comme des grèves de la faim et même à me coudre la bouche, parce que je me sens terriblement effrayée et acculée.»*

3. LA SOLIDARITE DU PARLEMENT EUROPEEN EN 2021 ET LA REFLEXION DE PRISONERS DEFENDERS

Le Parlement européen a fait preuve d'une grande solidarité avec le peuple cubain en cette année 2021. Elle a **adopté 3 résolutions** avec un niveau de détail sur la répression tel qu'il n'a jamais été présenté auparavant sur Cuba au Parlement Européen d'un régime totalitaire qui n'a pas hésité à retirer à près de 2 000 mères, dont plusieurs étaient auparavant "révolutionnaires", leurs enfants innocents et apolitiques. Ces résolutions contenaient des dispositions condamnant la répression, et d'autres donnant mandat à la Commission européenne et au SEAE de rechercher des actions alternatives. Parmi les répressions dénoncées figurent les pratiques d'esclavage des plus de 50 000 travailleurs cubains à l'étranger pour le compte de l'État ou d'entreprises cubaines, les condamnations pré-pénales de plus de 11 000 jeunes Cubains et une longue liste de violations odieuses des droits de l'homme.

Les titres de répression, tant le 16 décembre que le 16 septembre, ont été votés par l'ensemble des socialistes, des Verts, des libéraux, des démocrates-chrétiens et des conservateurs - soit l'ensemble de la chambre. Les résolutions, y compris les dispositions politiques "internes", ont été adoptées à une très large majorité, mais lors des votes séparés sur les titres relatifs à la répression, plus de 600 députés (l'ensemble de la chambre, à quelques exceptions près) se sont prononcés avec force contre la répression à Cuba. Cela a été particulièrement évident dans la dernière résolution, où les socialistes et les Verts se sont joints à l'ensemble de la chambre pour voter contre la répression du régime, et des centaines se sont abstenus lorsqu'il s'agissait de questions de politique interne. Des centaines d'entre eux n'ont pas voté contre car la politique cubaine de l'UE s'avère un échec, même pour les intérêts européens. Ce sur quoi ils ne sont pas d'accord, c'est sur la manière de changer cette réalité.

Une mention spéciale doit être faite des cas défendus par le Parlement Européen le 16 décembre comme de simples exemples de répression à Cuba : **José Daniel Ferrer, Dame en blanc Aymara Nieto, Maykel Castillo Pérez** (lauréate de deux Grammy Awards pour "Patria y Vida"), **Luis Robles Elizástegui, Félix Navarro Rodríguez, Luis Manuel Otero Alcántara, Révérend Lorenzo Rosales Fajardo, Andy Dunier García Lorenzo, et Yunior García Aguilera**, en tant que représentant d'une jeunesse contestataire courageuse et préparée qui doit littéralement fuir le pays pour survivre à la répression de la pensée, de l'expression et de la manifestation, ainsi qu'à la violation systématique de tous les droits de l'homme.

Un pas de plus

Cependant, la tiédeur de l'action du SEAE, les fonds et la légitimité accordés au gouvernement cubain au détriment du détournement des fonds destinés à la société civile alors que les fonds vont au gouvernement cubain, l'accaparement de la société civile par l'ambassade de l'UE à Cuba - qui, depuis la signature de l'ADPC, n'a jamais organisé de réunion publique avec la société civile à Cuba, mais uniquement avec les sociétés gouvernementales cubaines - et l'argument de la confrontation avec les États-Unis dont M. Josep Borrell est le champion lorsqu'il s'agit de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua, continuent de susciter l'indignation d'une majorité du Parlement Européen, qui a condamné ce comportement en détail.

Maintenant que le monde est polarisé, que cette polarisation est plus mondialisée que jamais et que l'Europe a une énorme faiblesse à toutes ses frontières, tant à cause des crises migratoires frauduleusement créées que des menaces d'utilisation de la force militaire à leur égard, il semble illogique que l'idéologie antiaméricaniste anachronique et inconsciente d'un politicien, M. Josep Borrell, ou même de plusieurs, mette en danger la sécurité européenne de l'avenir et l'amitié avec une nation, qu'il est impossible d'oublier, qui a envoyé des centaines de milliers de ses fils mourir pour sauver l'Europe des dictatures, et qui a ensuite financé la reconstruction des nations et des terres d'Europe, et qui est aujourd'hui le seul mur de soutènement militaire du monde démocratique.

Le départ de dissidents expatriés de force est souvent utilisé par les politiciens européens comme des victoires sous couvert de gestes de solidarité, alors qu'il s'agit en réalité de l'hypothèque de l'avenir de tout un peuple. En 2010, l'expulsion de Cuba du Groupe des 75 n'était pas seulement une libération de prison d'un groupe de dissidents. Entre-temps, ils sont arrivés en Espagne et n'avaient même pas de matelas pour dormir. L'actuel président de Prisoners Defenders a vécu cette opération malheureuse où l'important était le geste politique, mais où les victimes ont été abandonnées une fois qu'elles ont servi le véritable objectif de l'opération de Zapatero, puis des fonds privés ont été collectés pour les besoins de ceux qui ont été libérés de prison et plongés dans le dénuement. Zapatero a utilisé cette libération, en réalité, pour nettoyer l'image d'un régime totalitaire et aboutir à l'actuel accord de dialogue et de coopération. Cette même recette sera utilisée aujourd'hui, car il n'y a pas de nouveaux cuisiniers dans les fours politiques de l'Europe. Toutes les personnes impliquées lavent leur image politique aux dépens de certains des otages que, chaque décennie, le gouvernement cubain crée par milliers.

L'Europe a lutté contre la barbarie du terrorisme de l'ETA, et a également négocié avec la bande en parallèle, mais n'a jamais cessé de la qualifier de bande criminelle et terroriste.

Les gouvernements doivent négocier pour les victimes sans relâche, mais sans s'hypothéquer moralement, car ce n'est qu'en faisant preuve de fermeté dans les principes, dans les manifestations et dans la condamnation la plus ferme de la répression que cette négociation peut porter des fruits réels et non des mirages pour revenir à la case départ décennie après décennie.

Quand on renonce aux principes éthiques et moraux, qu'on utilise l'excuse de la répression réactive pour éviter d'appeler un chat un chat, tout en protégeant en réalité ses propres intérêts, où le levier financier avec le régime augmente chaque année jusqu'à ce que les annulations de dettes deviennent nécessaires pour maintenir quelques hôtels dérisoires (ultra-capitalistes, soit dit en passant), et que les échanges qui profitent au régime sont autorisés, le calvaire du peuple cubain se perpétue.

Lorsque nos alliés naturels, les démocraties, sont insultés par des manifestations visant à les rendre coupables de la répression violente, impitoyable et systématique de l'État cubain contre ses citoyens, nous rendons un mauvais service à l'Europe et à sa crédibilité politique. Si les détracteurs de l'embargo ne mentionnent pas les effroyables violations des droits de l'homme à Cuba lors du vote de l'embargo aux Nations unies, il n'est pas non plus décent, face à d'exécrables violations et crimes contre l'humanité, d'évoquer l'embargo pour le placer sur un plan de culpabilité pour les crimes contre l'humanité qu'un gouvernement commet contre son peuple. Ce sont deux questions différentes, et toutes deux disparaîtraient si les droits de l'homme étaient respectés à Cuba.

SUR PRISONERS DEFENDERS

Prisoners Defenders (Prisoners Defenders International Network) est une institution enracinée dans l'humanisme le plus profond, dont la mission est le reportage sur les droits de l'homme, l'action juridique et la défense de la démocratie. Parmi les organisations qui adoptent nos rapports et se réfèrent explicitement à nous figurent le Parlement Européen, le Service de Documentation des Droits de l'Homme du Parlement Européen, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, les Nations Unies, le Congrès américain, le Département d'État américain, Amnesty International, Human Rights Watch et de nombreuses autres organisations, gouvernements et institutions, ainsi que des médias tels que ABC, Le Monde, Le Point, Le Figaro, le New York Times, le Washington Post, parmi des centaines de journaux et publications. Pour sa part, Cuban Prisoners Defenders, une section consacrée exclusivement à Cuba, fait partie du réseau Prisoners Defenders International Network, une association légalement enregistrée et basée à Madrid, en Espagne.

REQUEST FOR REPORTS

Les entités qui veulent recevoir le travail de Cuban Prisoners Defenders (liste des prisonniers politiques et consciencieux, études juridiques des prisonniers politiques, études juridiques sur Cuba, études sur la répression et les prisons à Cuba, etc.) et qui ne les reçoivent pas encore régulièrement, peuvent contacter Prisoners Defenders en info@prisonersdefenders.org ou par téléphone/whatsapp au numéro **34 64756441**. Éclaircissement: Prisoners Defenders génère son contenu et ses rapports en espagnol, puis les traduit dans d'autres langues dans le seul but de faciliter la lecture, mais face à tout besoin de nuance ou éclaircissement, ce sont les rapports générés en espagnol qui prévalent et sont officiels dans le titre de cette entité, sauf indication contraire

www.prisonersdefenders.org

Facebook, Twitter, Instagram: @CubanDefenders